

## Talisman chez les Achuar

Roberto Nieto

Numéro 755, mars 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67182ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nieto, R. (2012). Talisman chez les Achuar. *Relations*, (755), 8–8.



## Talisman chez les Achuar

Pour le peuple achuar de l'Amazonie péruvienne, la découverte et l'exploitation de gisements de pétrole sur leurs terres, par des multinationales comme Talisman, sont un cauchemar.

**ROBERTO NIETO**

L'auteur est journaliste indépendant

Selon des pères salésiens qui vivent dans l'Amazonie péruvienne depuis une quarantaine d'années, l'heure est grave pour les 11 000 Achuar qui vivent dans la région, en pleine forêt vierge, à la frontière de l'Équateur. La compagnie pétrolière canadienne Talisman Energy serait entièrement responsable d'une agression contre leurs communautés, parmi les plus fragiles et isolées de la planète.

Talisman a été mise sur la sellette au début des années 2000 quand l'Église presbytérienne au Soudan a porté plainte auprès d'une cour fédérale de New York, alléguant que la compagnie aurait soutenu un massacre perpétré par des groupes armés contre une population vivant à proximité de champs pétrolifères<sup>1</sup>. C'est en 2004 qu'elle a pris le contrôle de plusieurs concessions extractives au Pérou, après qu'Oxy Petroleum, confrontée à la résistance continue des Achuar, ait abandonné ses efforts. Elle a préparé le terrain en envoyant des représentants d'organisations non gouvernementales qui œuvrent pour la compagnie dans le but de convaincre les Achuar de la laisser exploiter les gisements. La compagnie se targue d'être socialement responsable et de respecter les droits humains. Heureusement, le peuple achuar, en tout cas la grande majorité, n'est pas dupe.

Ils savent qu'au-delà de la valeur mercantile de leur territoire, il y a la valeur inestimable de l'environnement

naturel qui les entoure. Des espèces rares et uniques s'y retrouvent. Au cours des dernières années, grâce à des moyens rudimentaires, les Achuar ont cartographié la diversité impressionnante de la flore et de la faune. Mais le pouvoir et l'argent de Talisman sont des corrupteurs puissants et ses stratagèmes pour accaparer les terres sont sans relâche. Son approche a créé des divisions au sein de la Fédération nationale achuar du Pérou (FENAP). Deux nouvelles organisations favorables au développement proposé par la compagnie ont été mises sur pied: FASAM et Nuevo OSHAM. Elles représentent des communautés situées en bordure de la zone centrale des terres des Achuar, sur la rivière Morona. Il s'agit donc d'une porte d'entrée pour Talisman. Selon Amazon Watch, certains membres des communautés auraient pris les armes contre leurs frères pour défendre les intérêts de la compagnie, et des échauffourées seraient devenues plus fréquentes. Le risque de dégradation de la situation est réel.

En décembre dernier, un leader de la FENAP, Peas Peas Ayui, est venu sensibiliser la population canadienne à leur cause, grâce à Amazon Watch. Il a partagé l'inquiétude de son peuple et son désir d'un développement autonome, respectueux des traditions et de l'environnement, essentiel au mode de vie des Achuar. Il a expliqué que des 42 communautés achuar, huit (douze selon Talisman) ont décidé d'accepter des bénéfices financiers à court terme et de permettre à la compagnie un

accès au territoire. Malgré cette division, la FENAP, qui continue de représenter la majorité des communautés situées à l'intérieur de la zone d'exploitation acquise par Talisman, demande à la compagnie de respecter la souveraineté de leur nation.

La tournée au Canada du leader achuar fut à peine médiatisée, mais elle a fait réagir Talisman. Dans un communiqué diffusé le 13 janvier dernier, la compagnie répond à certaines allégations d'Amazon Watch et des Achuar. Talisman considère qu'elle fait tous les efforts nécessaires pour éviter les problèmes, sans toutefois reconnaître l'autonomie territoriale de la majorité achuar. Elle dit notamment vouloir «former de façon indépendante» les chefs des communautés pour qu'ils comprennent la convention 169 de l'Organisation internationale du travail sur le consentement libre et éclairé sur les droits des peuples autochtones. Nul doute que c'est là une réponse qui convaincra la plupart des investisseurs avides de profit mais, pour l'observateur averti, elle montre l'inégalité d'une lutte pour l'accès aux richesses d'un territoire.

L'État péruvien a jusqu'ici reconnu les droits territoriaux du peuple achuar, mais seulement sur un tiers du territoire ancestral, ce qui participe du conflit. En septembre 2011, les Achuar ont demandé au gouvernement péruvien de respecter leur droit à l'autodétermination, de reconnaître leurs terres ancestrales et d'arrêter toutes les exploitations existantes, avec la garantie qu'aucun puits ne sera établi sur leurs terres dans le futur. ●

1. La cause a été rejetée par le tribunal américain, en septembre 2006, pour manque de preuve admissible.